



**COMITE MONETAIRE ET FINANCIER
INTERNATIONAL**

Quarante-neuvième réunion

18-19 Avril 2024

Déclaration n° 49-12

Déclaration de M. Taleb

Algérie

Au nom de

Algérie, Ghana, République islamique d'Iran, Libye, Maroc, Pakistan et
Tunisie

Déclaration de l'honorable Salah-Eddine Taleb Gouverneur de la Banque d'Algérie

Au nom de l'Algérie, du Ghana, de la République islamique d'Iran, de la Libye, du Maroc, du Pakistan et de la Tunisie

Depuis notre dernière réunion annuelle, la guerre à Gaza a introduit un nouvel élément d'incertitude grave pour la région et au-delà et a créé une crise humanitaire aux proportions incommensurables. La guerre à Gaza a élargi les divisions géopolitiques et géoéconomiques qui existaient déjà en raison d'autres guerres et conflits créant des obstacles à la facilitation du commerce, à la migration et aux flux de capitaux mondiaux. Nous restons fermement convaincus qu'une paix durable est essentielle à la stabilité et à la prospérité mondiales.

À moins que de nouveaux chocs majeurs apparaissent, l'économie mondiale semble se diriger vers un atterrissage en douceur et une désinflation durable, à la suite de la pandémie et de la crise du coût de la vie de ces dernières années. La reprise économique mondiale a toutefois été inégale, creusant les divergences entre les groupes de pays et au sein de ceux-ci. La désinflation mondiale a été plus généralisée, tirée par la baisse des prix mondiaux des produits alimentaires et des matières premières et par le fort resserrement des politiques monétaires des principales économies.

Même si les risques pesant sur les perspectives mondiales sont désormais plus équilibrés qu'il y a six mois, les conditions financières mondiales tendues persistantes, la faible productivité et les chocs climatiques, outre les tensions géopolitiques, continuent de peser sur les perspectives de croissance à moyen terme, en particulier dans les marchés émergents et en développement (EMDEs : Emerging Market and Developing Economies), ce qui entrave leur accès à des niveaux de revenus plus élevés. En outre, le resserrement des marchés financiers mondiaux contribue aux sorties de capitaux et à la dépréciation de la monnaie dans les EMDEs, la forte hausse du coût du service de la dette alourdissant le fardeau des pays fortement endettés. Dans le cas des pays à faible revenu (LICs : Low-Income Countries), dont la plupart disposent de peu ou pas de marge de manœuvre pour les politiques économiques, l'augmentation des paiements d'intérêts – qui ont doublé au cours des 15 dernières années – ainsi que la diminution du soutien financier extérieur entravent les investissements nécessaires au renforcement de la croissance, ce qui rend le la réalisation de leurs objectifs de développement durable d'ici la fin de la décennie moins probable. En fait, l'augmentation progressive attendue de la croissance dans les LICs dépendra de la suppression de tous les obstacles à l'investissement et à la croissance et de l'obtention d'un financement adéquat aux conditions les plus concessionnelles

s'ils veulent atteindre leurs objectifs de développement, promouvoir l'inclusion et éradiquer une pauvreté profondément enracinée.

Les pays se trouvent à différents stades de rétablissement après les récents chocs externes qui se sont superposés et la préservation des gains durement acquis nécessite des ajustements progressifs des politiques macroéconomiques, mais néanmoins soutenus, ainsi que des réformes structurelles adaptées à la situation de chaque pays.

Nous sommes d'avis que l'assainissement budgétaire et la reconstitution des marges de manœuvre budgétaires sont indispensables à la viabilité de la dette à moyen terme, sans perdre de vue la protection des segments les plus vulnérables de la population par des dépenses sociales ciblées.

La vigueur récente des marchés internationaux du pétrole et du gaz a offert une opportunité aux exportateurs d'énergie de notre région de renforcer leurs efforts à long terme visant à accroître l'épargne publique et à diversifier leurs économies. Nous sommes d'accord avec le FMI sur le fait que la mise en œuvre de réformes ciblées et bien échelonnées visant à renforcer l'offre – notamment en matière de gouvernance, de réglementation des affaires, de marché du travail et de secteur extérieur – est essentielle pour parvenir à une croissance inclusive plus forte dans tous les pays.

Nous soutenons l'Agenda de la politique globale (GPA : Global Policy Agenda) de la Directrice Générale et appelons à des plans d'action clairs pour relever les défis mis en évidence par le GPA, conformément au mandat du FMI. Nous soutenons les travaux en cours du FMI sur le climat, la numérisation, l'égalité des sexes et la stabilité macro-financière et saluons particulièrement l'approfondissement du travail du FMI en faveur des États fragiles et touchés par un conflit. Nous saluons également les efforts déployés par le FMI pour adapter sa boîte à outils de prêts à l'évolution des circonstances et des défis. La Facilité pour la résilience et la soutenabilité (RSF : Resilience and Sustainability Facility) constitue un ajout majeur à la boîte à outils du FMI pour soutenir les réformes politiques qui réduisent les risques macro-critiques associés aux défis structurels à long terme. Le RSF est utilisé par un nombre croissant de membres pour renforcer leur résilience au changement climatique, mais jusqu'à présent, seuls deux pays de la région MENAP ont pu accéder au RSF malgré les vulnérabilités avérées de la région aux chocs climatiques. Le changement climatique est clairement un défi macro-critique auquel sont confrontés un large éventail de membres, mais ce n'est pas le seul défi auquel sont confrontés les LICs qui sont également aux prises avec d'autres défis tout aussi importants en matière de création d'emplois et de lutte contre les inégalités de revenus et de genre. Nous exhortons le Fonds à envisager d'élargir la portée de la couverture financière du RSF. Nous soutenons, en outre, les efforts du FMI visant à assurer la viabilité à long terme du Fonds pour la réduction de la pauvreté et la croissance et à réviser la politique de fixation des charges financières par le Fonds. Nous attendons avec impatience la

prochaine révision de la conception et de la conditionnalité des programmes, ainsi que les révisions du financement concessionnel du FMI et des limites d'accès au Compte des ressources générales.

Nous saluons l'engagement du FMI à contribuer à atténuer les vulnérabilités liées à la dette en soutenant les efforts mondiaux et en actualisant les politiques en matière de dette. Dans ce contexte, nous saluons les progrès réalisés dans le contexte du Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette, qui a commencé à produire des résultats tangibles et accélère les processus de restructuration de la dette. Nous reconnaissons qu'il est impératif de renforcer davantage ces efforts.

Nous sommes préoccupés par la fragmentation géoéconomique qui a érodé certains des gains durement acquis de la mondialisation au cours des dernières décennies. Conformément aux recommandations du FMI, nous soulignons le rôle essentiel des efforts multilatéraux visant à préserver les gains de bien-être issus de l'intégration commerciale et économique, à accélérer la transition climatique et à exploiter l'intelligence artificielle au service du bénéfice collectif. Il est crucial de souligner qu'une coopération efficace ne peut être réalisée que lorsque tous les membres s'engagent véritablement à travailler ensemble pour atteindre ces objectifs communs.

Nous saluons les récentes initiatives du FMI visant à élaborer une stratégie de développement des capacités et le lancement du Partenariat mondial pour les finances publiques (GPFPP : Global Public Finance Partnership). Nous attendons avec impatience la finalisation du manuel virtuel des Monnaies digitales des banques centrales (CBDC : Central Bank Digital Currency).

Enfin, nous réitérons notre soutien résolu à un FMI fort, basé sur des quotes-parts et doté de ressources adéquates, au centre du filet de sécurité financière mondiale et appelons le FMI à accélérer les travaux sur une nouvelle formule de quote-part dans le contexte de la 17^{ème} Révision Générale des Quotas (GRQ : General Review of Quotas).